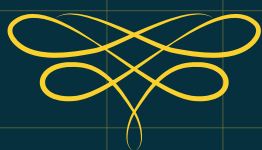




Guide de terrain pour les praticiens de la restitution en Afrique

UNE APPROCHE CENTRÉE
SUR LA COMMUNAUTÉ



Co-développé par:
Victoria Phiri Chitungu
& Open Restitution Africa

**Co-développé par : Victoria Phiri Chitungu
& Open Restitution Africa**

Avril 2026

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	4
Contributeurs et remerciements	5
Préparation du travail de terrain et analyse contextuelle	8
Préparation avant d'entreprendre une recherche sur le terrain	9
Prêt à entamer le processus	10
Engagement communautaire et compréhension du contexte	11
Comprendre le contexte historique	12
Respecter les protocoles culturels.....	12
Méthodes de collecte de données, outils et protocoles éthiques	14
Identification des parties prenantes	15
Consentement	15
Établir la confiance et assurer la transparence.....	16
Comblir les lacunes en matière de connaissances.....	16
Réciprocité et partage des bénéfices	19
Honoraires.....	20
Partage des connaissances et production de savoir	20
Études de cas : défis, bonnes pratiques et enseignements tirés	22
Cas 1 : Perspectives et opinions des parties prenantes sur le rapatriement des restes humains ancestraux en Tanzanie	23
Cas 2 : Mener des recherches dans des zones ayant un historique de conflit...24	
Cas 3 : Lorsque l'identité pose problème	24
Cas 4: L'initié rejeté.....	25
Conclusion	26
Annexe	27
Lexique d'Open Restitution Africa.....	27

Introduction

Ce guide propose un cadre structuré permettant aux praticiens de la restitution de naviguer dans le processus complexe du travail de terrain lié au retour du patrimoine culturel et des restes humains ancestraux. Sans être exhaustif, ce guide aborde les principaux défis auxquels les praticiens de la restitution sont confrontés dans le cadre de leurs recherches. Il vise à :

1. Élaborer un guide servant d'outil pratique pour les chercheurs menant des recherches de terrain en Afrique.
2. Fournir un cadre pour la conduite du travail de terrain lié à la restitution, en s'appuyant sur des études de cas issues de différents contextes africains.
3. Proposer des outils pratiques permettant aux chercheurs, aux décideurs politiques et aux communautés d'aligner les pratiques de recherche avec des principes d'intégrité, de transparence et de redevabilité, ancrés dans les expériences des communautés africaines.

Ce guide vise à pallier l'absence de protocoles éthiques pour le travail de terrain dans la recherche sur la restitution, qui n'a pas suffisamment pris en compte la propriété communautaire, les héritages coloniaux et les enjeux politiques sensibles. Il s'appuie sur des approches africaines courantes consistant à traiter ces questions par des méthodes consultatives — comme l'illustre bien le proverbe chi-chewa : « Kuyenda awiri si mantha. Ndi nzeru » (« Chercher de la compagnie pour un voyage n'est pas un signe de peur. C'est un signe de sagesse ») — ce guide synthétise diverses expériences de terrain issues de multiples régions en méthodologies standardisées et adaptées à la culture. Fondée sur des perspectives centrées sur l'Afrique et un engagement communautaire, cette ressource pluridisciplinaire vise à doter les praticiens des connaissances nécessaires pour naviguer dans le processus complexe de la restitution, en veillant à ce que les communautés concernées restent les acteurs centraux plutôt que des parties prenantes marginalisées.

Contributeurs et remerciements

Nous souhaitons remercier les contributeurs, les relecteurs ainsi que les communautés et communautés de pratique dont les expériences ont nourri ce guide:

- **Mohamed (Ezz) Ahmed (Égypte)** Sociologue, chercheur et étudiant en master à l'Université de Leipzig.
- **Dr Heeten Bhagat (Zimbabwe/Afrique du Sud)** Praticien des arts et de la culture, penseur spéculatif et chercheur indépendant.
- **Dr Maximilian Felix Chami (Tanzanie)** Spécialiste du patrimoine culturel et maître de conférences à l'Université de Dar es Salaam.
- **Assoc Prof Martin Donleack (Cameroun)** Historien, chercheur issu de la communauté Bamendou, activiste et enseignant à l'Université de Yaoundé I.
- **Mohamad W. Fareed (Égypte)** Humaniste numérique, architecte et doctorant à l'Université d'Adélaïde.
- **Peter Jegede (Nigeria)** Conservateur, géoarchéologue et doctorant à l'Université fédérale d'agriculture d'Abeokuta.
- **Dr David Maina (Kenya)** Archéologue social, chercheur et doctorant à l'Université Kenyatta.
- **Elisha Rukundo (Rwanda)** Entrepreneur social créatif et fondateur de la plateforme « Digital Heritage Preservationists ».
- **Lineo Segoete (Lesotho)** Praticienne en recherche artistique, productrice culturelle et cofondatrice d'Art First Consultancy.
- **Katrine Vigne (Namibie/Danemark)** Spécialiste de la gestion du patrimoine, chercheuse indépendante.
- **Syokau Mutonga (Kenya)** Archéologue contemporaine, chargée des opérations et de la recherche chez Open Restitution Africa.

Remerciements particuliers

Co-développeuses:

Victoria Phiri Chitungu

Victoria Phiri Chitungu est directrice du Musée national Livingstone en Zambie. Elle est historienne de la culture et travaille pour le National Museums Board of Zambia depuis plus de 20 ans. Elle est spécialisée dans la documentation du patrimoine zambien et a mené des recherches de terrain approfondies à travers le pays. La plupart de ses travaux ont été publiés dans le cadre des expositions permanentes des musées nationaux de Zambie. Elle possède une connaissance opérationnelle des discours et débats centrés sur l'Afrique en matière de restitution, ayant travaillé sur des cas de restitution liés à la Zambie et plus largement au continent africain. En 2025, elle a été chercheuse d'étude de cas dans le cadre de la quatrième cohorte de chercheurs développant des données ouvertes sur les processus de restitution pour Open Restitution Africa. Elle est également membre du conseil d'administration des musées africains et la restitution du patrimoine (AFRIMUHERE), une organisation œuvrant à la protection, à la préservation et à la restitution du patrimoine africain, ainsi que consultante culturelle pour le Musée de l'histoire des femmes. Elle est également membre du réseau mondial de facilitateurs de l'UNESCO dans le cadre de la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.

Phumzile Nombuso Twala

Phumzile Nombuso Twala est chercheuse dans les industries culturelles et créatives, autrice et curatrice spécialisée dans l'engagement des publics, basée à Johannesburg, en Afrique du Sud. Elle est associée de recherche chez Open Restitution Africa (ORA), où elle travaille à l'intersection du patrimoine culturel, des méthodologies de recherche et de la technologie. Représentant l'équipe d'ORA, elle a dirigé la co-élaboration de ce guide.

Ses contributions couvrent les objectifs de recherche et de renforcement des capacités d'ORA, notamment : la co-élaboration des cadres méthodologiques à travers lesquels les processus de restitution en Afrique sont documentés et analysés ; la conduite de recherches d'études de cas sur le rapatriement de Sara Baartman ; la saisie de données sur la plateforme de données d'ORA ; ainsi que l'animation d'ateliers.

Elle est titulaire d'une licence (BCom) en psychologie industrielle et organisationnelle (Unisa) et de deux diplômes d'Honours de la Wits University, en études des médias et journalisme, ainsi qu'en histoire de l'art. Elle a été inscrite sur la Dean's List 2021 de la faculté des sciences humaines de Wits et a reçu le Prix de la Fondation du Groupe Standard Bank pour l'art africain de troisième cycle (2021) pour l'excellence de ses résultats en études supérieures d'art africain.

Open Restitution Africa

Open Restitution Africa est un projet mené par des Africains fondé par Chao Tayiana Maina (Kenya) et Molemo Moiloa (Afrique du Sud), qui vise à ouvrir l'accès à l'information sur la restitution de la culture matérielle africaine et des restes humains ancestraux. Le projet collecte des données sur les processus de restitution en cours à travers le continent africain ; sert de plateforme pour des études de cas et des exemples de bonnes pratiques ; et encourage des débats approfondis, fondés sur les données, autour des complexités, des responsabilités et des impératifs éthiques de la restitution.

Fondé sur trois piliers principaux – transparence, accès et centralisation – ORA développe une plateforme de données ouvertes afin de permettre des approches fondées sur les données dans le domaine de la restitution, en particulier pour les acteurs africains. Avec le soutien de la Mellon Foundation, ORA a financé des chercheurs à travers des micro-subventions pour collecter des données sur des initiatives de restitution individuelles et produire des études de cas qui renouvellent les récits autour du retour, de la restitution et du rapatriement. Cette initiative fondée par des femmes et ancrée sur le continent œuvre à recentrer les voix africaines dans les discours sur la restitution.

ORA Team:

- **Chao Tayiana Maina** (cofondatrice)
- **Molemo Moiloa** (cofondatrice)
- **Karen Ijumba** (chercheuse principale)
- **Syokau Mutonga** (chargée des opérations et associée de recherche)
- **Phumzile Nombuso Twala** (associée de recherche)
- **Koehun Aziz** (chargée de communication)

Section 1

Préparation préalable au travail de terrain et analyse contextuelle

« Renseignez-vous avant de mener vos recherches.
Les gens consacrent de leur temps à vos recherches,
alors soyez bien préparé. »

– Katrine Vigne



Préparation avant d'entreprendre une recherche sur le terrain

Toute mission de terrain nécessite une préparation. Celle-ci permet au chercheur d'établir un plan de travail clair pour les tâches à accomplir. Elle aide à la fois les personnes interrogées et le chercheur à avoir une vision claire des objectifs de la recherche et à gérer efficacement leur temps. Les éléments suivants doivent être pris en compte dans le cadre de la préparation préalable à la mission de terrain :

- **Préparatifs en vue d'un dialogue avec les communautés**

Prenez le temps de comprendre l'histoire de la communauté, ses traits culturels dominants, ses valeurs et ses intérêts. Cela vous permettra de mieux comprendre et apprécier le contexte dans lequel vous allez évoluer. « Tout espace est politique. Prenez le temps de comprendre l'espace dans lequel vous vous rendez », fait remarquer un chercheur qui a mené des travaux de terrain en Afrique australe. Elle souligne que même des communautés apparemment paisibles peuvent présenter des tensions sous-jacentes qui ne sont pas immédiatement visibles pour une personne extérieure. Au moment où elle menait ses travaux sur le terrain, un conflit de succession avait éclaté pour le poste de chef de la communauté, et celle-ci était divisée. Au début, elle pensait que cela n'avait rien à voir avec elle ni avec ses travaux de recherche. Cependant, elle s'est rendu compte qu'interviewer certaines personnes appartenant à un groupe et pas à un autre était interprété comme une prise de position en faveur de ce groupe. Cela a suscité de l'hostilité à son égard et envers son travail de la part du groupe qui se sentait ignoré. « J'ai vite compris qu'il était important de connaître le contexte politique du domaine de recherche », conseille-t-elle.

- **Définir des objectifs clairs**

Définissez clairement ce que vous recherchez, fixez-vous des objectifs en conséquence et évaluez dans quelle mesure ceux-ci correspondent ou non aux intérêts de la communauté. Cela donnera le ton à votre travail. Si vous avez une vision claire de votre objectif, il vous sera plus facile de trouver de l'aide, de réduire les retards et d'éviter de perdre du temps.

- **Identifier votre groupe cible**

Cela vous permettra de savoir bien à l'avance de quelles ressources vous aurez besoin, par exemple si vous aurez besoin d'interprètes, comment les contacter et à quel moment ils seront disponibles.

- **Identifier les principales parties prenantes**

Il s'agit des personnes qui représentent le groupe ou s'expriment en son nom, comme les leaders locaux, les aînés, les responsables institutionnels ou les organisateurs communautaires. Elles vous aideront à accéder à votre groupe cible, tout en vous apportant orientation et protection.

Prêt à entamer le processus

« Prenez rendez-vous, se présenter sans prévenir est irrespectueux. »

– Anonyme

Une fois au sein de la communauté, positionnez-vous avec intention afin de favoriser des échanges fluides, de clarifier votre objectif et d'optimiser le temps. Les éléments suivants peuvent vous y préparer :

- **Prenez rendez-vous avec les personnes que vous souhaitez rencontrer avant de commencer votre travail, afin qu'elles puissent se préparer à votre venue.**

Selon un chercheur ayant mené des travaux de terrain en Afrique australe, cela ne sert pas seulement à préparer les personnes, mais constitue également une marque de respect.

- **Se préparer à écouter**

Abordez les échanges avec humilité, ouverture d'esprit et une volonté d'apprendre et de vous adapter. Cela implique notamment de vous présenter avant de commencer votre travail. « Votre recherche n'est pas votre identité. Il est important de donner du contexte sur qui vous êtes et sur vos intentions. C'est le point de départ de la transparence », souligne un chercheur. Dans la tradition d'Afrique australe, la présentation d'un visiteur est un rituel d'accueil très important ; si elle n'est pas respectée, le visiteur n'est pas bien accueilli. Dans le nord du Malawi et l'est de la Zambie, ce rituel est connu sous le nom de « Malonje » : il s'agit d'un échange de salutations entre l'invité et l'hôte, au cours duquel l'invité se présente (s'il n'est pas connu de l'hôte), indique d'où il vient et explique le but de son voyage. L'hôte répond en donnant des informations sur la situation de sa famille, notamment en termes de santé, d'économie familiale et d'activités en cours.

- **Élaborer un plan de communication**

Choisissez des formats linguistiques et des canaux de communication appropriés afin de garantir le respect, la clarté et l'accessibilité.

- **Format linguistique :**

Le choix du format linguistique est essentiel, étant donné que l'Afrique est un continent riche en langues. Si le chercheur ne maîtrise pas la langue de la communauté, il est recommandé de faire appel à un interprète. Cependant, il est important de reconnaître qu'une même langue peut comporter plusieurs dialectes. Il est donc crucial de s'assurer de la maîtrise du dialecte spécifique par l'interprète. Une erreur linguistique d'apparence anodine peut avoir des conséquences importantes.

- **Respect et accessibilité:**

Pour favoriser un environnement de recherche respectueux et accessible, il faut encourager la collaboration sans exercer de pression ni formuler d'attentes. En cas de doute lors des échanges avec les personnes concernées, il convient d'accepter leur position, tout en leur faisant savoir que la porte reste ouverte au cas où elles changeraient d'avis. L'expérience de Peter Jegede, lors de ses recherches sur le terrain concernant les objets culturels d'Ife au Nigeria (voir le cas n° 4 plus loin dans ce guide), en est un bon exemple. Il s'est heurté à une certaine résistance, car les principales parties prenantes ne faisaient pas confiance à ses intentions. Peter a respecté leur opinion et a poursuivi son travail uniquement avec ceux qui avaient accepté de collaborer avec lui. Mais il n'a pas complètement fermé la porte aux personnes clés, restant ouvert dans son travail et les informant de ses progrès. Cela leur a permis de voir clairement ses intentions et, finalement, elles lui ont fait suffisamment confiance pour accepter son invitation à un entretien.

- **Préparez-vous à relever des défis**

Anticipez les difficultés telles que la résistance, l'inaccessibilité, les barrières linguistiques, les malentendus, le manque de confiance ou d'intérêt. Une bonne préparation permet d'identifier en amont des solutions potentielles et de limiter les imprévus.

Engagement communautaire et compréhension du contexte

« Je ne pense pas qu'en tant que chercheur, je puisse faire du bon travail sans aller à la rencontre de la communauté. » – Dr Martin Donleack

- **Engagement communautaire**

Pour qu'une recherche significative sur la restitution puisse avoir lieu, il est essentiel de consulter la communauté concernée et de l'impliquer tout au long du processus.

« C'est incroyable tout ce qu'on apprend quand on rend visite aux gens dans leur propre environnement et qu'on les laisse s'exprimer à leur manière, en nous parlant de leurs pratiques et de leurs coutumes. Je pense que c'est très enrichissant, et toute recherche de qualité met en valeur et reconnaît le point de vue des personnes sur lesquelles on s'informe et auprès desquelles on souhaite recueillir des données », souligne la chercheuse d'ORA Syokau Mutonga.

Des recherches menées auprès de la communauté Giriama, dans le comté de Kilifi au Kenya, illustrent clairement cette réalité, en mettant en évidence l'écart considérable entre la manière dont des objets sacrés tels que les vigango sont décrits dans les travaux académiques et la manière dont les communautés

en parlent. Les expériences concrètes de terrain notamment les barrières linguistiques, les protocoles culturels liés au genre, ainsi que l'expression de sentiments d'exploitation par des chercheurs précédents, ont toutes mis en lumière un principe fondamental : les enseignements les plus précieux émergent lorsque les chercheurs interagissent avec les personnes selon leurs propres termes, dans leurs propres contextes.

- **Motivations de la communauté**

Avant de se lancer dans des recherches sur la restitution, il est important de comprendre ce qui motive la communauté à discuter et/ou à entreprendre ces démarches. En effet, la restitution ne se limite pas à un simple acte de retour de biens culturels ; elle peut être motivée par diverses raisons, telles que la restauration de l'identité, la guérison des blessures historiques, la reconquête de la dignité, la restauration de la mémoire perdue et de la continuité culturelle, ou encore la reprise de contrôle sur un récit culturel. Comprendre ce qui motive la communauté à demander la restitution permet d'orienter la recherche et le processus de restitution en fonction de ses attentes et de ses aspirations.

À la fin de son étude de cas au Lesotho, qui remet en question le récit officiel du don des objets du roi Moshoeshoe I conservés au Musée britannique, Lineo Segoete souligne : « J'ai compris qu'il fallait que je pose davantage de questions, au-delà de l'objet matériel qui retient toujours toute l'attention. » Il est donc nécessaire de regarder au-delà des objets eux-mêmes dans les processus de restitution.

Prendre en compte le contexte historique

« Nous devons traiter avec délicatesse les sujets sensibles. » – Elisha Rukundo

La restitution comporte souvent des implications historiques profondes dont le chercheur peut ne pas avoir pleinement conscience, ou dont il peut sous-estimer l'ancrage. Les contextes historiques ayant conduit au déplacement du patrimoine culturel sont variés : colonialisme, pillage, rapports de pouvoir inégaux, acquisitions sous contrainte ou prélèvements sans consentement. De tels événements ont pu laisser des traces profondes et durables sur les communautés touchées, telles que la rupture et la perte culturelles, l'amnésie culturelle, le deuil culturel, le déplacement, l'érosion de l'identité, la domination coloniale et les lacunes dans les connaissances.

Le contexte historique est essentiel ; une mauvaise gestion de celui-ci peut raviver de vieilles blessures et susciter un ressentiment qui compromet le processus de recherche et de restitution.

Lors de ses recherches sur le retour de la collection d'archives audio de l'époque coloniale du Rwanda, Elisha Rukundo a constaté que l'histoire complexe du pays pouvait entraver le processus de recherche si elle n'était pas abordée avec sensibilité et précaution. « J'ai réalisé que la classe sociale est une question sensible et difficile à aborder ; dès qu'on en parle, les gens s'éloignent de vous », a-t-il noté. Dans de tels contextes, il est essentiel d'interagir avec les communautés d'une manière à ne pas attiser les tensions.

Respect des protocoles culturels

Avant de vous engager dans des activités de recherche au sein d'une communauté donnée, il est nécessaire de vous familiariser avec les coutumes locales, les langues et les normes sociales. Même un petit geste de sensibilité culturelle peut contribuer à instaurer la confiance et favoriser l'acceptation. Cela peut passer par les gestes suivants:

- Dites quelques mots dans la langue locale, notamment pour saluer. Ce n'est pas tant votre niveau de maîtrise qui compte, mais plutôt l'effort que vous faites qui sera apprécié.
- Adressez-vous aux gens en utilisant les formules locales ; cela sera perçu comme un geste de respect.
- Essayer de s'habiller conformément aux usages, même si cela peut être inconfortable. Cela facilitera votre acceptation par la communauté.
- Goûter aux aliments que vous pouvez consommer, même en petites quantités ; cela permettra à la communauté de mieux comprendre si vous refusez certains plats.
- Participer aux activités familiales ou communautaires, telles que des performances publiques, même simplement en tant que membre du public et non en tant que participant actif. Cela témoignera de votre engagement et de votre attachement à la communauté ou à la famille.
- Prendre le temps d'étudier les cultures de la communauté dans laquelle vous intervenez. L'Afrique est un continent riche en cultures. Le Nigeria compte à lui seul plus de 250 langues, la Zambie 73 et l'Afrique du Sud 11 langues officielles. Pourtant, au sein de ces groupes existent également des sous-cultures distinctes. Il est important d'avoir conscience de ces variations afin d'éviter de transgresser les coutumes locales.

Points clés à retenir

Une préparation approfondie est essentielle. Comprenez l'histoire de la communauté, identifiez les parties prenantes, définissez des objectifs clairs et élaborer une stratégie de communication adaptée et respectueuse. Le respect commence avant même votre arrivée : prenez rendez-vous, apprenez à apprécier les modes de communication locaux et abordez chaque interaction avec humilité.

Section 2

Méthodes de collecte de données, outils et protocoles éthiques

Différentes méthodes et différents outils sont utilisés dans la recherche de terrain. Toutefois, il est essentiel de respecter des protocoles éthiques qui privilégient la confiance, la transparence, le partenariat et la collaboration



Identification des parties prenantes

La première étape de la recherche en restitution consiste à identifier les parties prenantes. Celles-ci peuvent inclure des représentants gouvernementaux, le grand public, les communautés concernées, les institutions détentrices, les organisations internationales et la société civile. Identifier les parties prenantes les plus pertinentes pour votre recherche est crucial, car elles jouent des rôles distincts. Comprendre le rôle de chacune permet de définir l'approche et le périmètre de la recherche.

Parmi les parties prenantes les plus importantes dans la recherche en restitution figurent les institutions détentrices, telles que les archives nationales qui conservent des informations historiques. Toutefois, l'accès à certaines archives nationales en Afrique et en Europe peut être restreint. Lors de ses recherches de terrain en Égypte, Mohamad W. Fareed a constaté que l'accès aux archives nationales n'était pas facile. Dr Heeten Bhagat souligne : « Les archives nationales de plusieurs pays ont été classées comme entités de sécurité en raison des informations qu'elles contiennent. L'accès peut donc être difficile. » Il est donc essentiel d'obtenir les autorisations nécessaires pour consulter les archives. Renseignez-vous à l'avance sur les horaires d'ouverture et les conditions d'accès, en particulier lorsque les archives nationales sont au cœur de votre travail.

Les gouvernements nationaux des pays dont le patrimoine a été déplacé sont également des parties prenantes. Ils peuvent fournir des éclairages sur le cadre diplomatique dans lequel la restitution, le rapatriement ou le retour peuvent s'inscrire. Néanmoins, les procédures gouvernementales et les positions diplomatiques peuvent représenter des défis pour la recherche en restitution. Dans l'étude de cas au Lesotho sur les objets du roi Moshoeshe I, la chercheuse Lineo Segoete a constaté que la position du gouvernement n'était pas claire : « C'était déroutant. D'un côté, le gouvernement avait formulé une demande de restitution des objets, tandis que de l'autre, il se montrait réticent face à une campagne publique visant à accélérer le processus », déplore-t-elle. Cependant, cela n'était pas son principal défi. Les lourdeurs administratives et les dynamiques politiques peuvent être sources de frustration, et elle a dû trouver un équilibre pour y faire face : « Mes principales difficultés concernaient les procédures gouvernementales et la "respectabilité politique" : ne pas paraître impolie, tout en étant suffisamment ferme pour faire passer le message. Ne pas se montrer en colère, tout en exprimant la frustration liée à la bureaucratie des procédures administratives. »

Consentement

Après avoir identifié les parties prenantes, vous pouvez vous préparer à interagir avec elles en obtenant d'abord leur consentement. L'obtention du consentement avant toute recherche est essentielle, car elle constitue le fondement des pratiques éthiques, de la légitimité et de la confiance. Le consentement est indispensable, dans la mesure où la restitution touche à des histoires sensibles

liées à la dépossession, à la contrainte, à la domination, à l'extraction et à l'exploitation. Il permet de s'assurer que la personne ou le groupe concerné comprend les objectifs, les risques et les bénéfices de sa participation à la recherche. Sans consentement, la recherche risque de reproduire des pratiques coloniales d'exploitation et d'extraction, et de raviver des blessures historiques, en particulier lorsqu'elle concerne des communautés affectées.

Il est important de déterminer le type de consentement à utiliser en fonction des personnes impliquées et de la nature de votre recherche. Par exemple, le consentement individuel peut ne pas être approprié lorsque le patrimoine culturel appartient à une communauté. Dans ce cas, un consentement collectif doit également être obtenu.

Les formulaires de consentement ne sont pas toujours pratiques, en particulier dans les communautés rurales où l'on ne peut pas tenir pour acquis que les personnes savent lire et écrire. Une chercheuse s'est retrouvée à devoir lire à haute voix les formulaires de consentement aux participants, ce qui soulève des questions légitimes quant à savoir si cela constitue un véritable consentement éclairé. Le consentement oral et le consentement enregistré devraient être considérés comme des alternatives viables.

La chercheuse a également fait remarquer que le fait de remplir et de signer des formulaires pouvait être associé aux programmes gouvernementaux et aux représentants de l'État. Au cours de ses recherches, la communauté concernée se méfiait du gouvernement et ne souhaitait pas avoir affaire à des représentants de l'État. Son guide, qui était originaire de la région, lui a conseillé de ne pas utiliser de formulaires de consentement. « Si vous leur demandez de signer des formulaires de consentement, ils penseront que vous travaillez pour le gouvernement et ils ne vous parleront pas », lui a-t-il expliqué.

Instaurer la confiance et garantir la transparence

La confiance et la transparence sont essentielles dans la recherche sur la restitution. Des stratégies délibérées – notamment une communication ouverte, le respect des protocoles culturels et la redevabilité – sont nécessaires pour assurer la confiance des parties prenantes et prévenir des pratiques de recherche exploitantes ou extractives.

Dans le cas de Mohamad W. Fareed – dont l'étude portait sur la pierre de Rosette, un bien égyptien actuellement conservé au Musée britannique – il a rencontré des difficultés à obtenir des informations auprès des institutions publiques, qui n'étaient pas certaines de l'objectif de sa recherche. « Obtenir une prise de position sur la restitution de la part des institutions publiques n'a pas été facile. Aucune institution ne voulait me parler, car elles considéraient cela comme un sujet politique. », explique-t-il. Afin de garantir la transparence, certains responsables ont accepté de participer uniquement par le biais d'entretiens écrits. Cette approche s'est révélée efficace pour Fareed, car elle a permis de renforcer la confiance et d'améliorer l'intégrité du processus de recherche.

Comblent les lacunes en matière de connaissances

“La documentation archivistique coloniale comporte de nombreuses lacunes, si bien que les personnes locales mentionnées dans les archives peuvent ne plus être identifiables aujourd’hui.” – Elisha Rukundo

Les lacunes en matière de connaissances peuvent entraver la recherche de terrain. Pour y remédier, les chercheurs doivent d’abord examiner la littérature existante, identifier les éléments contradictoires et prendre en compte les perspectives des groupes marginalisés et sous-représentés, y compris ce que heeten bhagat décrit comme des « contextes périphériques », c’est-à-dire des contextes qui ne sont jamais au centre de l’attention.

Après avoir identifié ces lacunes, les mesures à mettre en œuvre peuvent inclure la combinaison d’innovations méthodologiques et d’interventions des parties prenantes, des collaborations, des approches interdisciplinaires ainsi que l’utilisation d’outils numériques.

Elisha Rukundo a constaté que les documents d’archives comportaient de nombreuses lacunes, rendant son travail de recherche difficile. Il a également observé que « la plupart des documents écrits ont été produits à partir de perspectives coloniales, si bien que la communauté peut avoir une version différente de la même histoire ».

Dr bhagat encourage également les chercheurs à envisager le recours à des outils numériques tels que l’intelligence artificielle (IA) pour combler ces lacunes : « Le processus de recherche doit désormais aller au-delà des seuls ouvrages historiques. » Toutefois, il souligne rapidement que la plupart des plateformes d’IA actuellement disponibles ne disposent pas encore de la profondeur d’information nécessaire pour l’Afrique australe : « Il reste encore beaucoup à faire pour former de nouvelles plateformes d’IA capables de répondre aux exigences d’une recherche approfondie », précise-t-il. Cette observation peut s’appliquer à l’ensemble du continent africain.

Cependant, dans certaines communautés traditionnelles en Afrique, les traditions orales constituent le principal mode de conservation des savoirs. La plupart des connaissances ont été transmises oralement pendant des siècles, à travers des chants, des danses et des récits transmis de génération en génération. Cela entre souvent en tension avec le format écrit, associé aux modes occidentaux d’archivage. Il est essentiel de reconnaître les traditions orales comme des sources d’information fondamentales. En effet, elles sont susceptibles de conserver des informations historiques plus profondes sur l’appartenance, l’incarnation et l’ascendance humaine que les sources écrites, qui constituent un mode de conservation relativement récent dans les sociétés traditionnelles. Ignorer ces formes de transmission revient à passer à côté d’informations essentielles qui ne figurent pas dans les archives écrites. Plus important encore, mobiliser les

méthodes locales de collecte d'information peut constituer une manière naturelle de mener des recherches. Un bon exemple est la méthode utilisée par Lineo Segoete dans son étude de cas, où elle a eu recours au modèle de la réunion publique, une méthode traditionnelle de discussion des enjeux collectifs.

Dans la société basotho traditionnelle, les questions sociales importantes sont abordées lors de réunions communautaires consultatives appelées Pitso en sesotho, organisées dans des espaces publics. Les membres de la communauté sont conviés à une audience publique au cours de laquelle ils sont invités à exprimer leurs points de vue. De cette manière, l'information est diffusée publiquement à tous, et les membres de la communauté ont la possibilité de participer à la résolution du problème, ce qui permet de créer un sentiment d'appropriation collective tant vis-à-vis du problème que de la solution : « J'ai utilisé la méthode traditionnelle de la réunion publique pour mon étude de cas afin d'atteindre les populations et d'obtenir une "légitimité" de la part de la communauté pour porter la campagne à un niveau supérieur. » Elle a également adopté un slogan local pour la campagne en faveur du retour des biens culturels du roi Moshoeshoe I, afin de créer une résonance avec la communauté : « Khomo boela haeno o holile », que l'on peut traduire par : « Vache, il est temps pour toi de rentrer chez toi, car tu es désormais adulte. » Dans ce slogan, la vache symbolise les biens culturels disparus depuis longtemps ; le moment est désormais venu pour eux de rentrer chez eux. Le slogan souligne l'urgence de la situation : la vache a grandi ; il n'y a aucune raison de la maintenir plus longtemps loin de chez elle. Et c'est maintenant qu'il faut agir ; il n'y a pas de place pour les retards.

Dans le cas de Elisha Rukundo, le dialogue a été utilisé comme méthode de collecte d'information auprès des membres de la communauté. Dans la société rwandaise traditionnelle, le dialogue est encouragé comme moyen d'établir la vérité. « Ukuri gushirira mu bigabiro » est un proverbe rwandais qu'il traduit littéralement par : « La vérité se révèle plus clairement dans le dialogue. »

Cependant, le dialogue ne permet pas toujours de combler toutes les lacunes. David Maina souligne qu'au Kenya, les responsables gouvernementaux ne s'expriment pas toujours de manière explicite, par crainte de se mettre en difficulté. Ils préfèrent donner des indices que le chercheur doit interpréter. Un chercheur non familier avec ce type de communication risque de passer à côté des informations transmises. Il explique que cela est illustré par un proverbe kikuyu qui dit : « Mundu mugi ndari miheere ya uhoro », ce qui signifie : « Une personne bien informée n'a pas besoin de beaucoup d'explications. Elle comprend très vite. » « On peut toujours relier les points », explique-t-il.

Points clés à retenir

Identifiez l'ensemble des parties prenantes dès le départ, obtenez les formes de consentement appropriées et instaurez la confiance par la transparence. Comblez les lacunes en matière de connaissances de manière créative, en mobilisant les traditions orales, les outils d'intelligence artificielle et des méthodes guidées par les communautés. Les protocoles éthiques ne sont pas facultatifs : ils constituent le fondement de l'intégrité de la recherche en restitution.

Section 3

Réciprocité et partage des bénéfices

La réciprocité et le partage des bénéfices permettent de garantir que le processus de recherche ne profite pas uniquement au chercheur, mais aussi à la communauté. Cela peut se faire de différentes manières, notamment par le partage et la production de connaissances, le renforcement des capacités, l'octroi d'honoraires ou encore l'avancement des processus de restitution



Honoraires (honorariums)

« Les honoraires peuvent être honorables ou non, selon le contexte »

– Anonyme

Dans le cadre de la recherche de terrain, un honoraire peut être accordé aux personnes locales qui contribuent au travail de recherche. Peter Jegede explique qu'il est tout à fait légitime d'offrir une forme de compensation, puisque les personnes interrompent leurs activités ou leurs moyens de subsistance pour participer à la recherche. Cependant, c'est la manière dont l'honoraire est remis qui importe le plus, car elle peut porter atteinte à l'intégrité et à la dignité tant de celui qui donne que de celui qui reçoit. Il est important de comprendre les différentes manières d'exprimer sa reconnaissance au sein des diverses communautés africaines.

Dans la plupart des communautés, la question centrale n'est pas tant de savoir si un honoraire doit être donné, mais plutôt de déterminer s'il est accordé de manière digne et cela dépend largement de la manière dont il est remis. Dans la plupart des communautés d'Afrique australe, on observe un rituel simple afin de conférer de la dignité au cadeau. Cela implique notamment de ne pas remettre le cadeau à la hâte, de le remettre en privé ou de ne pas l'exposer à la vue de tous, et de préférer le remettre par l'intermédiaire d'une autre personne plutôt que de le remettre directement. Ces gestes symbolisent un signe de reconnaissance et non une transaction commerciale.

Dans certaines communautés africaines, il arrive que des personnes refusent les honoraires. Certaines préfèrent que le donateur consacre cet argent à une activité partagée, comme acheter des boissons à consommer ensemble. Dans un cadre familial, il peut être préférable d'apporter des biens rares pouvant bénéficier à l'ensemble du foyer. Par exemple, en milieu rural en Zambie, des produits comme du savon, du sel ou de la farine de maïs peuvent être particulièrement appréciés. Après avoir offert le cadeau, il est important de laisser au destinataire le temps de réagir ou d'exprimer sa gratitude.

Partage et création des connaissances

Le partage des connaissances et la création de connaissances constituent une autre forme de partage des avantages. Le Dr Maximilian Chami souligne que le partage des connaissances revêt une importance croissante pour les communautés qui cherchent à obtenir la restitution de leur patrimoine matériel ou de leurs ancêtres. En effet, certaines communautés, selon la manière dont leur patrimoine leur a été retiré, ont peut-être perdu une partie des savoirs qui y sont associés. Il est donc essentiel que, après avoir mené des recherches et rassemblé diverses données provenant de différentes sources, le chercheur partage les connaissances ainsi acquises avec la communauté, dans le cadre du partage des avantages.

La forme ultime de partage des bénéfices intervient lorsque la recherche aboutit à la restauration, à la réparation ou au retour du patrimoine matériel ou des ancêtres humains à la communauté. Maximilian souligne toutefois que cet objectif demeure le plus difficile à atteindre pour de nombreuses communautés. Les nombreuses excuses et retards ont empêché la plupart des communautés de réaliser leur rêve, et celles-ci se sentent flouées par l'ensemble du processus de recherche de provenance. Il considère avec scepticisme la recherche de provenance liée aux dossiers de restitution, suggérant que les institutions détentrices pourraient l'utiliser de manière sélective pour combler les lacunes de leurs propres archives. Dans certains cas, ces institutions ne montrent aucun signe de volonté de restituer les biens culturels en leur possession : « Elles utilisent des experts africains pour leur fournir des informations sous couvert de recherche de provenance », explique-t-il. Les institutions détentrices de la diaspora ne font pas preuve de réciprocité ; elles continuent de recevoir sans rien donner en retour. Ce sentiment est partagé par Lineo Segoete, qui affirme que « la restitution est un processus vaste et à plusieurs niveaux, de sorte que se concentrer uniquement sur les recherches de provenance n'est qu'une tactique dilatoire ».

Points clés à retenir

La recherche doit bénéficier aux communautés, et pas uniquement aux chercheurs. Les honoraires doivent être accordés avec dignité, le partage des connaissances doit être réel et pertinent, et les intérêts à long terme des communautés doivent rester centraux. La véritable réciprocité va au-delà de la recherche : elle se concrétise par des formes authentiques de réparation : réparations, rapatriement et retour effectif du patrimoine.

Section 4

Études de cas: défis, bonnes pratiques et enseignements



Guide de terrain d'Open Restitution Africa pour
les praticiens de la restitution en Afrique

Cas n° 1 : Comprendre les points de vue des parties prenantes

« Le rapatriement des restes humains est une question sensible que seule la communauté concernée peut pleinement appréhender. » – David Maina

La recherche du Dr Maximilian Chami porte sur les perspectives des parties prenantes concernant le rapatriement des restes humains ancestraux. Elle a été menée entre 2022 et 2023 dans trois communautés – les Isanzu, les Rangi et les Burunge – en Tanzanie centrale. Cette recherche s'inscrivait dans le cadre du projet collaboratif « Provenances sensibles » de l'Université de Göttingen, qui visait à retracer les origines et les trajectoires de 66 restes humains ancestraux provenant de ces communautés tanzaniennes et conservés dans les collections de l'université.

Le rôle de Chami consistait à identifier les origines probables des restes humains ancestraux détenus par cette institution, en échangeant avec les membres de ces communautés afin de recueillir une diversité de points de vue sur leur restitution. Il a d'abord organisé une discussion de groupe avec des aînés rangi. Ces derniers ont indiqué n'avoir aucune connaissance directe ni mémoire orale de prélèvements de restes humains au sein de leur communauté vers l'Allemagne, affirmant que cela ne s'était pas produit. Ils ont suggéré que les restes conservés en Allemagne pourraient provenir d'autres communautés.

Les aînés burunge ont exprimé une position similaire, niant fermement toute connaissance de prélèvements de restes humains vers l'Allemagne. Ils ont décrit cette possibilité comme profondément troublante et choquante. Lors d'un entretien, l'un d'eux a déclaré : « C'est très déroutant et surprenant d'apprendre qu'il existe en Allemagne des restes humains appartenant à notre groupe ethnique. C'est difficile à comprendre. »

Ces réactions montrent que de nombreuses communautés tanzaniennes manquent d'informations concernant leurs ancêtres, en grande partie parce que les conditions de leur collecte étaient complexes. Cela a engendré des lacunes importantes et des incohérences dans les archives, aggravées par le passage du temps. Cette complexité rend les processus de restitution particulièrement difficiles. Maximilian Chami souligne que les membres de ces deux communautés ont finalement rejeté la restitution de ces restes : « Ils ne peuvent pas accomplir les rituels funéraires de leur communauté sur des restes qu'ils ne reconnaissent pas comme les leurs. »

Cas 2 : Mener des recherches dans des régions marquées par des conflits historiques

L'étude de cas d'Elisah Rukundo porte sur des archives sonores, emportées hors du Rwanda pendant et peu après la période coloniale, qui sont restées inaccessibles aux communautés rwandaises. Ces archives recèlent un potentiel considérable pour la préservation des savoirs traditionnels, le soutien au processus de guérison post-génocide et le renforcement de l'identité nationale — même si mener des recherches dans le contexte sensible du Rwanda post-génocide pose des défis considérables aux chercheurs.

Rukundo a constaté que certains termes — comme « classe sociale », identifiée comme l'une des causes profondes du génocide — pouvaient involontairement aliéner les participants. Il est donc resté constamment attentif à cet enjeu tout au long de sa recherche, afin de maintenir un climat d'ouverture et de confiance avec ses interlocuteurs.

De manière similaire, Martin Donleack, qui a mené de nombreux travaux de terrain au Cameroun, souligne à quel point il peut être difficile de faire de la recherche dans des zones ayant connu des conflits armés. Les populations y sont souvent très méfiantes et accordent difficilement leur confiance. Le fait de disposer de lettres d'autorisation ou de recommandation ne suffit pas à dissiper ces suspicions, et les chercheurs peuvent même mettre leur vie en danger s'ils ne prennent pas suffisamment de précautions. Selon lui, la meilleure approche consiste à se rendre dans ces zones accompagné d'une personne reconnue et digne de confiance au sein de la communauté locale : « Les lettres d'introduction ne suffisent jamais », rappelle-t-il.

Cas 3 : Quand l'identité pose problème

Mohamad W. Fareed a mené des recherches sur la Pierre de Rosette, extraite d'Égypte durant sa colonisation et ayant changé de mains entre deux puissances colonisatrices, la France et la Grande-Bretagne, sans le consentement du peuple égyptien. Actuellement conservée par le Musée britannique, la pierre a suscité un débat politique autour de sa restitution. Elle est associée à la souveraineté historique de l'Égypte, à son identité nationale et à la continuité civilisationnelle. Pour l'Égypte, la pierre symbolise le droit légitime du pays à interpréter et à protéger sa propre histoire.

Le travail de terrain de Fareed l'a confronté aux complexités de l'identité nationale et du patrimoine ancien en Égypte, un pays dont la position géographique à l'intersection de l'Afrique, de l'Asie et du Moyen-Orient rend ces questions particulièrement complexes. À cela s'ajoutent les multiples religions présentes dans la région, notamment l'islam et le christianisme, entre autres. Ainsi, certaines parties de la population n'entretiennent aucun lien historique ou religieux avec certains biens culturels, comme la Pierre de Rosette. Cette situation représentait

un risque pour la collecte d'informations lors du travail de terrain de Fareed. Ainsi, même si la Pierre de Rosette est reconnue comme un symbole national de civilisation et de continuité, la compréhension de la fluidité de l'identité au niveau local l'a guidé dans le choix de ses sources d'information historique, en évitant d'inclure des personnes qui ne se sentaient pas concernées ou qui ne disposaient d'aucune information sur l'histoire de la Pierre de Rosette.

Cas 4 : L'initié rejeté

Peter Jegede a mené un travail de terrain concernant la Tête en terre cuite d'Ife, un médium spirituel sacré pour le peuple d'Ile-Ife. La Tête en terre cuite d'Ife constitue également un symbole culturel important de l'identité Ife et de la civilisation Yoruba. Elle a été retirée illégalement du Nigeria et transportée en Europe, où elle a été interceptée et restituée au Nigeria sous la garde du Musée national nigérian. La recherche de Jegede a documenté la réappropriation de la Tête d'Ife au sein d'un fort désir de la communauté Ife de la voir revenir chez eux, où sa signification spirituelle et culturelle reste essentielle. Le travail de terrain de Jegede a remis en question l'hypothèse largement répandue selon laquelle les chercheurs issus de la communauté ont un avantage inhérent au sein de leur propre communauté. Bien qu'il soit lui-même Yoruba et membre de la communauté d'Ife, il s'est heurté à une résistance significative de la part de personnalités clés qui remettaient en question ses intentions et ses références. Certaines personnes ont décliné ses invitations à des entretiens, tandis que d'autres ont remis en cause sa crédibilité. Et ce, malgré le fait que son guide au sein des cercles restreints de la communauté était non seulement son ami, mais aussi un membre de la famille royale.

Implacable, il a poursuivi ses objectifs en interviewant uniquement ceux qui étaient disposés à le rencontrer. Il a également participé aux cérémonies rituelles à Ile-Ife afin de recueillir davantage d'informations et de rencontrer plus de personnes. Pour démontrer son intégrité, il a gardé ses portes ouvertes à ceux qui avaient rejeté son invitation et les a informés de ses activités à chaque étape de son travail de recherche. Ce faisant, il a fini par gagner leur confiance, et ils l'ont invité à les interviewer. Ce retournement de situation a non seulement valorisé son travail, mais lui a également permis d'accéder finalement à toutes les informations nécessaires pour mener à bien le travail de terrain sur la Tête d'Ife.

Points essentiels

Le travail de terrain sur la restitution est rarement simple. Les chercheurs doivent souvent naviguer entre des archives manquantes, des histoires de conflits, des identités contestées et la résistance communautaire, même en tant qu'initiés. La flexibilité, la sensibilité culturelle et la persévérance sont essentielles.

Conclusion

En s'appuyant sur les expériences de terrain de chercheurs à travers le continent africain, ce guide a créé une boîte à outils pour les chercheurs menant des recherches liées à la restitution en Afrique. Bien que toutes les régions du continent n'aient pas été couvertes, les expériences présentées peuvent rester généralement applicables, tout en reconnaissant que certaines expériences peuvent être très spécifiques à certains lieux et en admettant qu'aucun travail de terrain ne peut être identique. Néanmoins, ce guide met l'accent sur la nécessité de veiller à ce que les communautés concernées restent des acteurs centraux plutôt que des parties prenantes marginalisées dans les processus de recherche et de restitution.

À travers des exemples de cas provenant de toute l'Afrique, le guide a également fourni un cadre pour la conduite de recherches sur la restitution qui met l'accent sur des méthodologies culturellement sensibles, traitant de la propriété communautaire, des héritages coloniaux et des contextes politiques délicats. Le cadre proposé n'est pas nécessairement la solution ultime aux différents défis auxquels les praticiens de la restitution peuvent être confrontés lors de leurs travaux de terrain. Néanmoins, il offre une fenêtre permettant d'apprécier et de respecter la diversité culturelle de l'Afrique dans ce type de recherche.

En fin de compte, le guide propose des outils pratiques non seulement pour les chercheurs, mais également pour les décideurs politiques et les communautés concernées afin d'aligner les pratiques de recherche sur l'intégrité, la transparence et la responsabilité. Fondés sur des perspectives centrées sur l'Afrique et un engagement communautaire, ces outils sont conçus pour aider les praticiens à naviguer dans le processus complexe de restitution du patrimoine culturel et des ancêtres humains en Afrique.

Appendice

Lexique Open Restitution Africa

Mot	Description	Implications politiques
Appartenance(s)	Représentations matérielles et/ou tangibles du patrimoine culturel qui ont été ou sont détenues en dehors de leur communauté d'origine.	Le terme « appartenance » constitue en partie une tentative de rapprochement entre la restitution des « restes humains » (largement acceptée dans le monde muséal) et celle des « objets » (encore débattue). En utilisant le terme « appartenance », on en déduit immédiatement à quel être humain et à quel monde une chose appartenait; la séparation conceptuelle entre les êtres humains et les objets, qui sert actuellement de prétexte à la violence, s'en trouve remise en cause, et la séparation historique et holistique des Africains de leur culture est mise en avant Ce vocabulaire a récemment été adopté en Namibie et s'inscrit dans un mouvement collectif visant à s'éloigner des termes « artefact » et « objet patrimonial ».
Communauté	Groupe de personnes partageant un patrimoine culturel, une ascendance, une identité ou une origine géographique commune, et entretenant un lien collectif (spirituel, historique ou social) avec l'appartenance ou les restes humains ancestraux concerné par un processus de restitution.	Ce terme reconnaît que les communautés – et pas uniquement les gouvernements ou les institutions – sont les véritables auteurs des processus de restitution, en centrant leurs voix et leurs expériences vécues plutôt que les récits officiels ou coloniaux.

Mot	Description	Implications politiques
Restitution	Restitution: Rétablir une appartenance ou des restes humains ancestraux perdu ou volé à son propriétaire légitime ou à son lieu d'origine, et réparer le préjudice, la perte et/ou l'enrichissement injuste résultant de cette spoliation. Rapatriment : Le propriétaire légitime (généralement un État) demande le retour physique de l'appartenance ou de l'ancêtre humain vers le pays d'origine, où l'État devient détenteur et conservateur. Réparations: La communauté d'origine, ou le propriétaire légitime (le pays), cherche à obtenir une compensation financière correspondant à la valeur de l'objet ou de l'ancêtre humain, afin d'indemniser la communauté touchée pour le préjudice causé par le déplacement. Le montant est fixé en fonction des coûts nécessaires pour commencer à restaurer ou à réparer ce qui a été perdu. Retour: Le propriétaire légitime (particulier, famille, communauté, pays) demande la restitution physique de son bien ou de son ancêtre humain. Dans certains cas, il peut s'agir d'une partie d'un ensemble dont la restitution intégrale n'est pas possible (par exemple, la dent de Lumumba) ou d'un élément symbolique représentant un ensemble auquel il est totalement impossible d'accéder (par exemple, de la terre provenant du lieu de sépulture présumé). Rematriation: La communauté d'origine cherche à rétablir un lien brisé et à restaurer l'équilibre en renouant avec son appartenance ou ses ancêtres. Elle met l'accent sur les relations autochtones à la terre, et la restitution visée est globale et inconditionnelle. Cette terminologie s'inspire largement des pratiques traditionnelles nord-américaines et reste encore peu établie sur le continent africain. Restitution numérique : Retour d'une ou plusieurs copies d'une appartenance ou d'un ancêtre humain sous format numérique à la communauté d'origine. Cela peut inclure le transfert des droits de propriété sur la copie numérique et être envisagé comme une étape vers un retour physique et la restitution des droits de propriété.	Une conception globale de la restitution va au-delà de la simple restitution et englobe les concepts et les actes de réparation, de responsabilisation, d'éducation et de guérison. Cela signifie que la restitution englobe toutes ces possibilités, chacune d'entre elles exprimant une motivation et un objectif différents.

Mot	Description	Implications politiques
Processus de restitution	Ensemble des actions et activités entreprises pour mener à bien la restitution d'appartenances et/ou d'ancêtres humains.	Nous nous penchons sur la manière dont s'opère la restitution. À quoi ressemble-t-elle concrètement, et qui participe à sa mise en œuvre sur le continent ? Cette approche s'écarte du discours dominant, qui s'attache à expliquer pourquoi la restitution est nécessaire. Elle décentre également la restitution en tant qu'événement unique de restitution ou de remise, tel que le présente le discours actuel.
Parcours de restitution	Ensemble des activités identifiables ayant conduit à l'état actuel d'un cas de restitution.	La restitution n'est pas un processus linéaire ; elle comporte rarement un début, un milieu et une fin. Les personnes impliquées, les domaines d'action et les objectifs ont tendance à évoluer à mesure que les obstacles à la réalisation de cet objectif se révèlent au fil du temps. Nous utilisons le terme de « parcours » pour rendre compte du dynamisme de l'intention, ainsi que de l'apprentissage et de la réévaluation continus qui accompagnent la quête de restitution de biens ou d'ancêtres.
Négociations	Une démarche et/ou une action menée entre le pays propriétaire légitime et le pays détenant actuellement le bien afin de définir les modalités d'une restitution.	La négociation ne se résume pas simplement à un résultat (qu'il s'agisse d'un gain ou autre), mais concerne « une nouvelle éthique relationnelle », telle que l'ont présentée Felwine Sarr et Bénédicte Savoy. Au cours de la négociation, il s'agit de définir un nouvel ensemble de conditions relatives aux droits, au pouvoir et à la relationnalité. C'est là que réside l'importance élargie de la relation humaine africaniste, qui dépasse l'objectivation occidentale des biens. La négociation implique inévitablement aussi des conflits, des extensions de l'humanité et le désapprentissage pour transcender vers une nouvelle éthique relationnelle.

Mot	Description	Implications politiques
Restes humains ancestraux	Vestiges physiques de personnes retirées de leur territoire d'origine et dont descendent les populations africaines actuelles.	La terminologie muséale parle de « restes humains ». Le terme « ancêtres » implique à la fois une filiation et une dimension spirituelle, contrairement à « restes », qui s'inscrit dans une histoire de déshumanisation.
Parties prenantes	Individu, groupe ou organisation ayant un intérêt ou étant affecté par le résultat d'une activité ou d'une décision dans un processus de restitution.	
Études de cas/ Cas	Analyse détaillée, fondée sur plusieurs sources, des actions entreprises dans le cadre de la restitution d'une appartenance ou des restes humains ancestraux, en tenant compte du contexte et des facteurs ayant influencé ces actions.	

A stylized illustration of several hands stacked in a circle, rendered in a dark blue color with white line work for shading and detail. The hands are positioned in a way that suggests a group hug or a gesture of solidarity. The background is a dark blue grid pattern.

OPEN RESTITUTION AFRICA

www.openrestitution.africa